

Congrès du Sgen-CFDT Normandie

16 et 17 octobre 2025 à Houlgate

Rapport d'activité 2021-2025



NORMANDIE





PREMIER MANDAT POUR LE SYNDICAT NORMAND

- Le congrès de fusion de mai 2021 au Havre (plus Sotteville-Lès-Rouen et Caen en visio), a donné naissance au tout nouveau syndicat Sgen-CFDT Normandie. **La construction de ce collectif a nécessité un temps militant conséquent**, elle a parfois bousculé des habitudes ou causé du tracass, mais de nouvelles dynamiques de travail sont aussi apparues chez toutes les militantes et tous les militants, anciens et nouveaux.
- Le nouveau territoire, sur 5 départements, a impliqué des temps de trajets importants pour se voir. La visio peut aider à les limiter, mais elle ne permet pas toutes les subtilités de la communication « en vrai ».
- La campagne pour les élections professionnelles de 2022 a également permis de fédérer ce jeune collectif.

NOTRE CONTEXTE GÉNÉRAL



CONTEXTE POLITIQUE

- Le contexte politique a vu la réélection du président Macron, ainsi que la montée de l'extrême droite et de ses idées.
- Si la CFDT n'a soutenu aucun candidat, elle a toutefois **clairement appelé à voter une nouvelle fois contre l'extrême droite**, en cohérence avec ses prises de position depuis plusieurs décennies.



MOBILISATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

- C'est au cours de ce mandat que nous avons connu la dernière réforme des retraites et le recul de l'âge légal de départ à 64 ans. Le mouvement de contestation contre cette réforme a été historique et long dans le temps, et aura marqué les esprits.
- La CFDT a pris toute sa part dans l'intersyndicale. Nous avons **porté la voix des travailleurs et travailleuses** (dans les médias, avec les élus...), et **dénoncé le passage en force du gouvernement**.
- Le rôle des syndicats et la dynamique d'adhésion qui en a découlé ont été importants mais l'obstination du gouvernement a engendré résignation ou rejet de la part de celles et ceux qui se sont mobilisés, et probablement contribué à l'instabilité politique qui a fait suite à la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024.



DIALOGUE SOCIAL

- La mise à l'écart des corps intermédiaires et donc des élus du personnel dans les Commissions Administratives Paritaires (CAP) a été concrétisée par la mise en place des nouvelles instances : les Comités Sociaux d'Administration (CSA) et leurs Formations Spécialisées Santé Sécurité et Conditions de Travail (F3SCT), qui remplacent les CTA et CHS-CT.
- Ces instances, autrefois séparées, **imposent maintenant aux mêmes élus d'assumer l'étude de dossiers importants, divers et techniques**, avec peu de temps imparti et peu d'écoute de la part de l'administration.
- Si ce nouveau fonctionnement n'a pas remis en cause notre rôle de conseil aux yeux de nos collègues, il a renforcé la crainte de passe droits et créé une opacité totale sur les résultats.
- **Dans l'académie de Normandie, le dialogue social est particulièrement compliqué** : par exemple, nous n'avons rencontré la rectrice Gavini dans aucune de nos audiences bilatérales avec le rectorat entre 2021 et 2025. L'arrivée de la rectrice Cabuil en mars 2025 semble augurer des jours meilleurs pour le dialogue social.



NOS PRATIQUES MILITANTES



TRAVAIL DANS LES INSTANCES

- CSA, CAP, CSA-SD, F3SCT, groupes de travail et audiences... absorbent une grande partie du temps de travail militant. **La CFDT est reconnue comme une organisation sérieuse et compétente**, mais ce travail s'est révélé à un moment assez décevant face à des interlocuteurs sourds à tous les arguments, voire hostiles.
- Les relations avec les services ont été parfois tendues suite aux injonctions ministérielles ou rectorales de limiter les interactions avec les organisations syndicales.

SUIVI DES COLLÈGUES ET DES ADHÉRENTES ET ADHÉRENTS

- Prise de contact avec les nouveaux adhérents, stages syndicaux, visites d'écoles, rendez-vous pour les mutations, conseils et accompagnement dans les recours divers, militants joignables par téléphone tous les jours... **Le lien direct avec les personnels est toujours assuré, il prend même de plus en plus de temps**, avec des collègues qui nous partagent des conditions de travail dégradées ou de la souffrance au travail.
- La communication s'est élargie grâce à des envois réguliers de courriers électroniques (« La Souris », « L'Orange Pressée », « PROpositions ») à plus de personnels, sur plus de départements.
- Le site internet est alimenté régulièrement d'informations diverses (articles fédéraux, compte-rendus d'instances ou d'audiences, outils catégoriels...).

DES RELATIONS INTERSYNDICALES CONSTRUCTIVES

- Les relations intersyndicales sont plutôt bonnes dans le Calvados et la Manche, elles se sont développées dans l'Eure avec le travail sur les coordos ULIS. C'est encore compliqué pour la CFDT de se faire une place en Seine-Maritime.
- La mobilisation commune contre la réforme des retraites a participé à entretenir ces bonnes relations.

DES RELATIONS PLUTÔT SAINES AVEC LA FÉDÉRATION

- Le soutien de la fédération a été apprécié lors de la fusion de nos deux syndicats. Depuis la rentrée 2021, il s'est aussi traduit par du temps de décharge supplémentaire qui, bien qu'à négocier au coup par coup tous les ans, a permis notamment d'intégrer progressivement de nouveaux militants.
- **La mutualisation fonctionne mieux**, que ce soit de notre syndicat vers d'autres syndicats et la fédération (mobilisation du 13 janvier 2022 avec le hashtag #CestQuoiCeBordel, matériel élections avec les cartes à gratter...) ou de la fédération vers les syndicats.
- La production de la fédération est fournie dans de nombreux domaines et son expertise est appréciée sur certains dossiers particuliers.
- À ce jour, **l'implication du syndicat normand dans sa fédération est important**, avec deux conseillers fédéraux, un secrétaire fédéral et une participation régulière au conseil national.

NOTRE DÉVELOPPEMENT ET NOS FINANCES



UN SYNDICAT REPRÉSENTATIF DANS LES INSTANCES

- Les élections de 2022 ont été plutôt positives pour le Sgen-CFDT Normandie. Dans l'Éducation nationale, si le syndicat de Haute-Normandie n'avait pas de siège au niveau académique quand celui de Basse-Normandie en avait deux, le syndicat normand a **atteint son objectif de rester représentatif**, en obtenant un siège au Comité Social d'Administration.
- Au niveau départemental, nous restons représentatifs dans la Manche (2 sièges sur 10), dans le Calvados (1 siège sur 10), et nous avons 1 siège sur 10 dans l'instance spécifique aux services académiques.
- Dans les CAPD et CAPA, nous restons représentatifs là où nous l'étions avant.
- Pour les autres ministères, le Sgen-CFDT Normandie est toujours représentatif dans l'Enseignement agricole public (1 siège sur 10), ainsi que dans les trois universités (1 siège sur 10 à Rouen, 2 sièges sur 10 à Caen, 3 sièges sur 10 au Havre).
- **Ces résultats ne doivent pas faire oublier une tendance à la baisse** : en simulant une académie de Normandie en 2018, notre syndicat aurait récolté 9,3% des voix (13,5% à Caen et 6,2% à Rouen) ; avec une participation stable en nombre de votants en 2022, seulement 8% des personnels ont voté CFDT. La tendance est plus inquiétante encore dans le second degré.

UN NOMBRE D'ADHÉRENT·E·S EN HAUSSE

- Avec 910 adhérent·e·s au 31 décembre 2021 et 946 adhérent·e·s au 5 juin 2025, le Sgen-CFDT Normandie a connu **une dynamique de développement positive sur ce mandat**, avec une augmentation de 4 % de son nombre d'adhérents, dans une académie qui a supprimé près de 600 postes, tous métiers confondus, sur 4 ans.
- Nous devons cependant être attentifs : le pourcentage de moins de 35 ans parmi nos adhérents a continué à baisser (de 13,5% en 2021 à 11% aujourd'hui), et la pyramide des âges concentre un tiers de nos adhérents entre 55 et 65 ans.

DES FINANCES CONFORTABLES, UN RYTHME DE CROISIÈRE ENCORE À TROUVER

- Ce nombre d'adhérents en hausse aurait dû permettre des ressources financières plus élevées, mais le conseil syndical a pris une décision d'importance fin 2021 : **baisser le taux de cotisation au minimum imposé par la CFDT** (0,75% des revenus), contre 0,84% en ex-Basse et 0,80% en ex-Haute. Cette décision a fait baisser nos recettes, de 55 000 € en 2021 à 47 500 € en 2024. Elle a été prise en particulier au regard du niveau très important de nos réserves, environ 180 000 € à la fusion des syndicats.
- Cette fusion a engendré de nouvelles dépenses : il a fallu nous déplacer plus pour nous rencontrer, et nous avons mis en place une politique de soutien à l'engagement militant (frais de déplacements, de repas, d'équipement informatique...). Par ailleurs, **des actions fortes ont été menées sur le mandat** : 140 adhérents réunis à Caen pour préparer les élections en novembre 2022 (6 500 €), des travaux d'amélioration et de rénovation énergétique du local de Caen dont nous sommes propriétaires (30 000 €), le congrès d'Houlgate, en prenant du temps pour se rencontrer (deux jours en internat pour 100 congressistes, probablement entre 25 000 € et 30 000 € de dépenses au final). Ces dépenses devraient laisser nos réserves à hauteur de 110 000 € à la fin de l'année 2025, soit plus de 2 ans de fonctionnement.
- Sur le prochain mandat, un travail devra être mené pour s'assurer que les dépenses de fonctionnement permettent un budget à l'équilibre.